

Après l'effondrement des accords de Bretton Woods

Au-delà des retouches de l'ancien système

Des taux de change fixes nécessitent un changement de mentalité dans la politique économique

(SZ) Le règlement monétaire international difficilement établi dans les années 1944-1958 s'est effondré, bien qu'on lui dût une croissance inhabituelle de l'économie mondiale. Ce règlement a également contribué à régler les différends économiques entre les gouvernements à un niveau concret et à limiter au moins l'utilisation d'instruments du commerce extérieur à des fins directement politiques et l'utilisation d'instruments de politique étrangère à des fins économiques.

De Hans Möller

Munich, le 10 septembre – Le système de Bretton Woods avait certainement des défauts, mais, comme pour l'économie de marché, ce qui est déterminant, c'est de savoir s'il existe un meilleur système. Pour de nombreux problèmes, nous oublions qu'il n'existe pas de meilleures solutions, mais des solutions relativement mauvaises et que la désorganisation d'un interventionnisme ponctuel produit ce qu'il y a de pire au monde.

Pas un seul des critiques économiques et politiques de l'actuel règlement monétaire international ne s'est donné la peine de concevoir et tester ne serait-ce qu'une ébauche de système monétaire mondial alternatif. En dépit d'un examen critique du système de Bretton Woods, les conséquences nécessaires pour le maintenir viable n'ont pas été tirées. Certains pays ont recouru à l'auto-prise en charge sans en prévoir les conséquences éventuelles.

Espoir trompeur

Ce n'est pas un hasard si les spectaculaires décisions en matière de commerce extérieur de la République fédérale d'Allemagne et des États-Unis ont d'abord été motivées par l'économie intérieure. Les deux pays ont apparemment utilisé la «crise du commerce extérieur» pour susciter un effet psychologique positif sur la population et même sur la faculté de décision de l'équipe gouvernementale. Et c'est arrivé, bien qu'on sût depuis deux décennies qu'une totale autonomie de l'économie intérieure n'est pas possible dans un système mondial.

Le grand espoir pour l'avenir proche est une conférence monétaire internationale. Autant je saluerais la mise en place rapide d'un système monétaire international réformé, autant je crains que cela ne réussisse pas. Beaucoup ont en tête le retour à des parités fixes et ils y mettent le fol espoir que l'ancien système refonctionne. De telles idées sont encouragées par l'hypothèse que tous les problèmes monétaires dérivent du fait que les taux de change s'écartent de leur valeur d'équilibre et qu'il suffirait de supprimer ces écarts en modifiant les taux de change.

Cette hypothèse est fausse, parce qu'un système de taux de change fixes s'appuie justement sur le fait que les autres grandeurs économiques pertinentes varient de manière à ce que les forces sur les marchés des changes avec les parités fixées s'équilibrent. Le fait que la politique choisie en matière d'économie intérieure – basée sur du court terme et qui n'était souvent la «meilleure» qu'en apparence – aspirait à empêcher cela a provoqué de nombreuses crises monétaires ces deux dernières décennies. Tout dépend donc si l'on est disposé à permettre ou à provoquer une évolution de l'économie intérieure en fonction de taux de change fixes et de l'évolution économique à l'étranger.

Un retour aux anciennes parités pour l'économie mondiale ne serait pas souhaitable. La crise actuelle ne serait résolue que si le reste du monde accélérât l'inflation tellement rapidement et efficacement qu'elle surpasserait l'inflation américaine. C'est seulement de cette manière que l'économie américaine pourrait retrouver sa compétitivité, avec les anciennes parités. Toutefois, même si le monde faisait un tel sacrifice, la réussite ne serait pas certaine car un des principaux problèmes de la crise actuelle est l'inflation aux États-

Unis, et une inflation encore plus rapide dans le reste du monde ferait très probablement échouer la lutte contre l'inflation aux États-Unis et jetterait le monde dans une spirale de dévaluation monétaire.

À chacun ses avantages

Si le monde veut soutenir la lutte contre l'inflation aux États-Unis et en même temps empêcher que les États-Unis introduisent un contrôle des changes – tel qu'il a été effectué à l'encontre du dollar dans la première décennie qui a suivi la Seconde Guerre mondiale –, la seule issue est de réévaluer par rapport au dollar. Une réévaluation du plus grand nombre possible des monnaies importantes utilisées dans le commerce international serait donc une condition nécessaire à l'évolution positive de l'économie mondiale, mais pas une condition suffisante pour que le système de Bretton Woods refonctionne.

Même si une réévaluation concertée présentait des avantages, l'attitude actuelle de nombreux pays laisse présager que soit elle n'aurait pas lieu, soit elle serait trop faible pour s'avérer vraiment efficace. Chaque pays est tenté de prendre une avance concurrentielle par rapport aux autres et même par rapport aux États-Unis. Le marchandage de nouvelles parités devrait énormément peser sur les relations politiques et économiques entre les pays occidentaux.

Cet état de fait exclut également une dévaluation du dollar par rapport à l'or. Indépendamment de l'augmentation du prix de l'or non souhaitable en soi, on aboutirait ainsi à une modification de la parité du dollar par rapport au reste du monde uniquement s'il existait un accord préalable sur la quantité de dollars à dévaluer et sur la question d'autoriser ou pas les autres pays à dévaluer leur monnaie. Un tel accord serait équivalent à une réévaluation concertée du monde. Si une éventualité n'est pas prometteuse, l'autre non plus.

Que peut-il donc se passer? Comme réglementation transitoire, je ne vois que deux alternatives: la libération des taux de change pour le plus grand nombre possible de pays et l'acceptation d'un contrôle des changes par les États-Unis. Dans les circonstances actuelles, la libération des taux de change est un moindre mal par rapport à un contrôle total des changes par les États-Unis, qui seraient bientôt suivis par d'autres pays. La libération des taux de change constituerait tout d'abord une sorte de «point mort» pour des mesures de contrôle des changes, qui ne devraient en aucun cas être prises, ce qui ne se laisserait pas réaliser sans libération des taux de change. En contrepartie, il faudrait supprimer les mesures protectionnistes des États-Unis.

Une telle réglementation transitoire aurait plusieurs avantages: elle laisserait suffisamment de temps pour discuter et convenir d'un règlement monétaire international réformé. Dans le cas où – comme je l'espère – ce règlement introduirait des parités fixes de taux de change, les nouveaux taux de change constitueraient une bonne base pour la nouvelle fixation des parités. Si le nouveau règlement doit être établi à partir de taux flexibles, on peut faire l'expérience, au moins un temps, de taux fluctuants et utiliser cette expérience pour un règlement à long terme.

Pause pour les États-Unis

On accorderait en outre une certaine pause aux États-Unis pour enrayer les tendances à l'inflation dans leur propre pays. Tant que l'inflation forte persistera aux États-Unis, on ne peut guère s'attendre à des accords à long terme sur une réforme du système monétaire international. Il ne faudrait pas interpréter ce motif comme un argument en faveur de la création d'un système durable de taux de change fluctuants, car l'obligation réfléchie et bien justifiée pour les pays qui jouent un rôle déterminant dans le commerce mondial d'avoir des taux de change fixes pourrait justement constituer une mesure importante pour enrayer les futures tendances inflationnistes. Des taux fixes ne rendent toutefois le règlement viable que si l'on se réserve le droit de les modifier à tout moment.

Cette réflexion montre en même temps à quel point les États-Unis jouent toujours un rôle dominant pour l'économie occidentale. On ne peut pas mettre fin à cette influence avec de vaines protestations. On devrait plutôt réfléchir au fait que les États-Unis continuent de garantir politiquement une économie occidentale

libre et que cela leur pèse beaucoup pour le moment; ils n'ont certainement pas délibérément contribué à augmenter l'inflation de façon aussi désastreuse au cours de la dernière décennie. Ce fut beaucoup plus facile pour d'autres pays et gouvernements, et pourtant, ils ont également commis des erreurs.

Dans les années 50, on a lancé le slogan: «Quand l'Amérique est enrhumée, l'Europe a une pneumonie». La position dominante des États-Unis était encore beaucoup plus frappante à cette époque-là. Aujourd'hui, d'autres pays ont gagné en influence économique et les États-Unis ne sont plus aussi indépendants qu'avant dans leur politique économique. Depuis plus de dix ans, tous les économistes s'accordent à dire que seules des politiques économiques coordonnées les unes aux autres garantissent un développement fructueux de l'économie mondiale. Il existe suffisamment d'organes de coordination, mais l'expérience montre qu'une véritable coordination ne suffit pas.

Manque de coordination

Dans cet état des choses, il est recommandé de commencer petitement la coordination. Eu égard aux liens économiques et institutionnels étroits au sein de la CE, une coordination est aussi nécessaire que prometteuse. Une politique commune de la CE permettrait de surmonter beaucoup plus facilement la crise actuelle, faciliterait la coordination ultérieure nécessaire des politiques économiques et monétaires dans le monde occidental et serait également dans l'intérêt bien compris des États-Unis.

Si l'on optait pour la réglementation transitoire esquissée ci-dessus – arrêt du contrôle des changes et libération théorique des taux de change –, les pays de la CEE pourraient aussi examiner calmement s'ils doivent stabiliser les taux de change au sein du Marché commun, et comment. La formule simple de stabilité à l'intérieur et flexibilité à l'extérieur ne suffit pas pour une politique communautaire. Enfin, cela dépend de la façon dont la politique monétaire extérieure doit être appliquée pour la Communauté et si les relations monétaires intracommunautaires peuvent être modifiées, et dans quelles conditions.

Les questions en suspens sont en partie les mêmes que pour une réforme du règlement monétaire international. En particulier, quel est le rôle à attribuer aux relations de crédit internationales? La liberté croissante pour de telles relations de crédit – que le système théorique de Bretton Woods ne prévoyait pas – a sensiblement accentué la dépendance monétaire des grands pays du commerce mondial. L'inflation étonnamment forte au cours des cinq dernières années et certaines incohérences dans les discussions monétaires internationales (p. ex. le mauvais diagnostic des besoins en réserve monétaire) sont finalement imputables au fait qu'on n'a pas complètement reconnu l'importance des relations de crédit internationales et qu'on en a encore moins tiré les conséquences pour la politique économique.

Dans cette situation, il est certes compréhensible que certains pays tentent de limiter la libération des taux de change aux mouvements de capitaux et de réglementer celle-ci par des interventions ad hoc; cela semble toutefois dangereux, parce que cela peut conduire trop facilement à un contrôle des changes et entravera ultérieurement la mise en place de réglementations sur une base commune au lieu de les faciliter.

Ces points montrent déjà qu'une réforme du système monétaire international nécessitera bien plus que quelques retouches de l'ancien système. La panique, le traitement superficiel des symptômes et la diffusion de pseudosolutions à court terme ne feraient qu'accentuer la crise. Il est tout aussi dangereux de maintenir l'état non réglementé actuel. La réglementation transitoire serait par conséquent avantageuse: suppression des restrictions commerciales protectionnistes aux États-Unis, pas de nouvelle disposition de contrôle des changes dans les autres pays et libération théorique des taux de change sous réserve que chaque pays conserve un droit d'intervention sur sa monnaie.